

Muriel PICHON

Les Français juifs, 1914-1950. Récit d'un désenchantement

Toulouse, Presses universitaires du Mirail, coll. « Tempus », 2009, 296 p.

Les récits croisés de vingt « témoins » non représentatifs du judaïsme français dont on suit les itinéraires sociaux, familiaux, culturels, religieux, politiques tout au long de la période comprise entre 1914 et 1950 viennent ici donner des visages à/et insuffler du vécu dans la grande histoire. Certains de ces témoins sont des personnalités connues : musiciens, poètes, écrivains, intellectuels (Raymond Aron, Jacques Lazarus, Armand Lunel, Darius et Madeleine Milhaud), d'autres ont eu des parcours militants et/ou ont exercé des responsabilités politiques au sein des institutions juives, comme René Cassin, Robert Debré, Jules Isaac, Jacob Kaplan, Yvonne Netter, Guy de Rothschild ; d'autres enfin sont des « sans-grades » de la population juive. Nés entre 1877 et 1924, ces hommes et femmes entretiennent des rapports plus ou moins distants au judaïsme ; nombre d'entre eux ont été mariés civilement et plus d'un des conjoint(e)s n'est pas juif. Tous, ou presque, ont été plus ou moins brutalement confrontés à leur judéité au moment de la Seconde Guerre mondiale. L'auteur s'est intéressée aux façons diverses dont les événements de cette période ont été perçus par ces Français israélites. Elle tient son information d'entretiens directs, mais aussi d'archives personnelles laissées par ces témoins de la presse écrite et de la bibliographie substantielle qui figure en fin d'ouvrage.

Un des aspects les plus frappants de ces extraits de récits de vie très hétérogènes entre eux est le sentiment partagé de l'appartenance à la France : un patriotisme qui ne souffre aucune défaillance. Révélatrice de leur assimilation, de leur acceptation, de leur intériorisation du discours prévalent, la crainte qu'éprouvent ces Français israélites (l'ordre des termes n'est pas neutre) de voir les Juifs étrangers (les termes et leur ordre ne sont pas neutres non plus) à l'heure du danger extrême qui les menace, les « déborder » numériquement, voire idéologiquement et culturellement. Autrement dit, l'argument de la solidarité juive est ici second par rapport à ce qu'ils considèrent être l'intérêt supérieur de la nation. L'intégration et l'ascension sociale de ces témoins se sont effectuées via le commerce, les professions libérales, le service de l'État. Ils appartiennent pour la plupart à la petite et à la moyenne bourgeoisie bien qu'on trouve parmi eux quelques notables de province. Ils vivent leur histoire et celle de leur famille sur le mode de l'exception, celle de la symbiose franco-juive, une histoire ponctuée par trois temps forts : (1) la Révolution française, moment de l'enchantement ; (2) l'Affaire Dreyfus qui confirme la force du lien ; (3) la Grande Guerre.

Il n'y a pas grand-chose à dire du moment révolutionnaire, sinon qu'il pèsera d'un poids déterminant sur le rapport futur au sionisme de ces citoyens français, malgré tout et quoi qu'ils en pensent ou disent, pas tout à fait comme les autres. Quant à l'Affaire, c'est une affaire franco-juive qui confirme à leurs yeux le fait que l'histoire républicaine et l'histoire juive font cause commune. La leçon que certains cherchent à en tirer est simple : les ennemis de la République sont aussi les ennemis des Juifs. La Grande Guerre enfin ! Pour René Cassin, Jacob Kaplan, Jules Isaac et d'autres, c'est l'expérience du front. Ce moment fort donne lieu à des surenchères de patriotisme, en actes et en paroles. La mémoire de cette guerre et sa transmission sont présentes dans toutes ces familles de Français israélites.

La fin de la Première Guerre mondiale marque l'apogée du franco-judaïsme. C'est à cette époque que l'espace social des Français israélites commence à s'ouvrir. L'endogamie

résiste tant bien que mal, mais la pratique et les connaissances religieuses reculent. La culture est avant tout française et la plupart des enfants juifs fréquentent l'école publique. Il faut attendre les années 1920 et la création des éclaireurs israélites de France pour que la culture juive (hébreu, histoire, rituels) connaisse une certaine diffusion au sein de la jeunesse juive et qu'une première sensibilisation au sionisme trouve un lieu d'expression. Ce qui n'est rien moins qu'évident, car le sionisme politique pose la question de la citoyenneté. Or du fait de la conception confessionnelle de la judéité qu'ils ont héritée de la Révolution française, nombre de ces juifs récusent la notion de « peuple juif » précisément en raison de l'incompatibilité entre les deux. Ce qui n'empêche pas une sensibilité prosioniste de se répandre peu à peu ; non pas sioniste mais bien prosioniste, car Israël (et, jusqu'à la création de l'État, la Palestine) n'est pas envisagé comme une destination pour les Français israélites. Selon leur vision des choses, le sionisme concerne avant tout les Juifs qui sont persécutés dans leurs pays.

Les premières ombres à ce tableau idyllique apparaissent dans les années 1930. L'affirmation patriotique et l'appel à l'union sacrée face aux menaces qui se rapprochent amènent certains Français israélites à manifester de la sympathie envers l'extrême droite nationaliste et xénophobe en même temps que leur hostilité aux Juifs étrangers et, plus encore, à l'immigration de ces Juifs étrangers. En cette période trouble, une extrême confusion règne au sein de la communauté juive organisée et celle-ci est divisée. Le Consistoire affiche sa neutralité, mais des délégations des Croix de feu y sont accueillies par le rabbin Kaplan. Le gouvernement Blum et le Front populaire reçoivent néanmoins le soutien, critique ou fervent, de la majorité des témoins. On note une extrême timidité dans la condamnation du nazisme. Avec la montée des violences, l'inadaptation et l'insuffisance des réactions du judaïsme officiel apparaissent de plus en plus manifestes. Ici, c'est l'auteur qui intervient et non plus la parole des témoins qui s'élève, pour conclure que le Consistoire n'est plus en mesure de représenter les Juifs et le judaïsme en France. La crise du modèle de l'israélitisme et la crise de la représentativité vont de pair face à l'aveuglement des milieux juifs officiels sur la nature de l'antisémitisme tel qu'il s'exprime en France. À la fin des années 1930, alors que la xénophobie atteint des sommets, les Français israélites affichent une attitude ambiguë face aux Juifs étrangers et à la perspective d'une immigration massive, qui n'est pas sans rappeler celle de leurs coreligionnaires américains. Comme ces derniers, les Français israélites font montre d'un sentiment de supériorité face à ces Juifs qu'ils s'attachent à décrire comme incultes et arriérés. Le rabbinat reconnaît cependant un mérite à ces Juifs qui leur font honte : ils sont plus religieux. Là encore, et comme aux États-Unis, malgré l'aide matérielle aux nouveaux venus, le prétexte avancé pour refuser l'immigration est que celle-ci ne ferait qu'attiser l'antisémitisme. Après la Nuit de Cristal, le grand Rabbin Jacob Weil va jusqu'à se prononcer contre l'immigration des Juifs allemands au nom du rapprochement franco-germanique et de l'intérêt supérieur de la France. Emmanuel Berl est sur la même ligne. Une prise de position fermement condamnée et dénoncée par Léon Blum, Jacob Kaplan, René Cassin, lesquels sont favorables à l'ouverture des frontières.

C'est donc divisés, écartelés, minés par la suspicion et leurs propres contradictions que les Français israélites abordent la période de la guerre. Pourtant, très peu d'entre eux cherchent à se soustraire aux lois juives édictées par Vichy. Ils se déclarent Juifs à la fois par fierté, par légalisme et par crainte des dénonciations. Cela étant, l'épreuve de la guerre, telle que vécue en France sous le régime de Vichy et sous le joug nazi, les amènera à penser en termes nouveaux et à ne plus récuser de façon aussi radicale la notion de « peuple juif ». Cette évolution est annonciatrice d'une autre évolution, celle de l'identité juive et d'un rapport à la francité qui se fera jour parmi les Français israélites à partir des années d'après-guerre, puis à la création de l'État d'Israël.

On peut commencer à parler de désenchantement au sortir de la guerre, avec la prise de conscience par les Français israélites que le passé immédiat qu'ils partagent avec tous les Juifs de l'Europe occupée les distingue de leurs compatriotes respectifs. L'analyse que propose l'auteur est extrêmement éclairante à cet égard, là où elle insiste sur le fait que la création du CRIF (Conseil représentatif des Juifs de France) en 1944 (devenu plus tard

Conseil représentatif des institutions juives de France) introduit un changement notable : pour la première fois, les représentants officiels du judaïsme français acceptent que les Juifs immigrés, mais aussi les communistes et les sionistes, entrent dans leurs institutions. Tout aussi remarquable est l'acceptation par le Consistoire de rabbins formés à l'étranger. Cette ouverture en direction de l'extérieur et la mise en pratique du principe d'une solidarité juive transnationale – qui avait été énoncé et était pratiqué depuis près d'un siècle déjà par l'Alliance Israélite Universelle – se vérifieront en diverses circonstances avec la montée du sentiment que tous les Juifs ont un destin commun. Parallèlement, un autre sentiment se profile : celui d'une fêlure entre les Juifs et la France. L'enchantement qu'avait été le franco-judaïsme est brisé une première fois en 1940, avec le statut des Juifs. Il le sera une seconde fois en 1967, quand le général de Gaulle mettra fin à la lune miel entre la France et Israël.

Régine Azria